



## Communiqué de presse.

Les organisations syndicales de la voie pro, **CGT Éduc'action**, **SE UNSA**, **SNALC**, **SNETAA FO**, **SNUEP FSU**, **SUD Éducation** se sont réunies pour faire le bilan de la période de crise sanitaire que nous venons de vivre et sur les mesures nécessaires pour la préparation de la rentrée.

Elles font le constat que les élèves de LP ont plus que les autres pâti de la fermeture des établissements et des difficultés liées à la mise en œuvre de la continuité pédagogique.

En effet, ces élèves dont une majorité est issue des milieux populaires et confrontée à des difficultés économiques, sociales et familiales sont parmi les principales victimes de la fracture numérique et un grand nombre d'entre eux-elles sont aujourd'hui décrocheur-euses.

La crise sanitaire a mis en exergue et renforcé des inégalités qu'il est urgent de corriger.

La voie professionnelle comporte des spécificités telles que des cours en « atelier » et des périodes de formation en entreprises, qui ont été totalement interrompues pendant toute la période de fermeture des établissements et dont l'absence est aujourd'hui pénalisante pour la suite de leur scolarité. La période de confinement a généré la perte de nombreuses heures d'enseignement disciplinaire à laquelle il va falloir remédier.

La formation professionnelle sous statut scolaire possède des atouts qu'il s'agit de renforcer pour préparer les jeunes aux formations diplômantes de niveau 3 et 4 que sont les CAP et les Bac pro et leur permettre d'aborder et de finaliser un parcours professionnel diplômant de qualité.

Il faut remettre en question les familles de métiers, il faut redonner du temps à l'enseignement disciplinaire pour rattraper le retard pris dans les cursus menant aux diplômes. Ce temps peut être trouvé par l'allègement des dispositifs introduits par la réforme de la voie professionnelle.

Afin de garantir une solution au plus grand nombre, il est indispensable aujourd'hui d'augmenter les capacités d'accueil dans de nombreuses filières, notamment pour tou·tes les jeunes qui espéraient se tourner vers l'apprentissage et qui ne trouveront pas d'employeur en raison de la crise économique.

Par conséquent, cette augmentation des capacités d'accueil demande des moyens humains qui se traduisent par plus de personnels présents dans les établissements, à tous les niveaux. Ces postes doivent être budgétaires. Le recrutement de personnels sous statut de fonctionnaire est en effet indispensable et un plan de titularisation de tou·tes les contractuel·es permettrait de répondre à cette exigence, sachant que 40% des contractuel·es enseignant·es sont dans la voie pro. Il s'agit par ailleurs de rendre possible les dédoublements de classe qui permettront d'améliorer les conditions d'étude des élèves et de travail des personnels.

C'est pourquoi l'ensemble des Organisations syndicales signataires conviennent de s'adresser au ministre afin de lui demander un engagement et des moyens pour la voie professionnelle.

Paris, le 22 juin 2020